

## POINT DE VUE

# Les augmentations des pensions sont calculées sur le net

Les mesures prises en faveur des retraités lors du Conseil des ministres du 18 décembre 2011 ont été accueillies avec une certaine satisfaction mais sans grand enthousiasme. C'est une manière stratégique d'accepter ce qu'ils ont entre leurs mains dans l'attente, bien entendu, de poursuivre leur lutte pour la satisfaction totale de leurs revendications.

Des indiscretions leur ont appris avec certitude la position mitigée, voire même négative du Premier ministre et qu'ils ne devaient leur salut qu'à l'intervention du Président lui-même.

C'est du moins ce qu'il ressort du compte rendu de la réunion de leur fédération nationale au lendemain de ce conseil. Cette dernière a réussi habilement à dissimuler ce paradoxe pour certainement ménager la chèvre et le chou. C'est la raison pour laquelle on lit dans sa déclaration les salutations «du sens de l'équité et l'importance accordée par le président de la République envers les 2 400 000 retraités». La FNTR n'a pas manqué aussi de souligner les efforts consentis par le secrétaire général de l'UGTA dans ce qu'elle considère de parachèvement de cette action. On y remarque un résumé complet et exhaustif des mesures prises au titre de rappel pour les uns et de mise en garde pour les autres. En partant du principe que cette augmentation se calculera sur le net et non sur le salaire brut, un million de retraités bénéficieront de 35 à 90% d'augmentation pour voir leur pension atteindre 15 000 DA. Une manière indirecte pour envoyer un message fort aux pouvoirs publics : près de 50% des retraités algériens n'atteindront pas le SNMG en janvier 2012. Cette frange de la société continuera à souffrir pour surmonter les aléas de l'envolée du pouvoir d'achat. L'inquiétude est d'autant plus grandissante face aux rumeurs



Photo : DH

d'une éventuelle augmentation des prix à partir de janvier 2012. La déclaration précise que sur les 450 000 pensionnés qui auront une augmentation de 30%, nombreux sont les allocataires qui n'ont pas totalisé un nombre d'années de cotisations suffisant. 182 000 verront leur pension augmenter de 4 200 à 5 600 DA. 146 000 retraités percevront 5 600 à 6 500 DA en plus. 109 000 retraités auront entre 6 500 à 7 200 DA. 79 000 bénéficieront d'un relèvement compris entre 7 200 et 7 700 DA. 83 000 retraités auront entre 7 000 et 8 000 DA, et enfin, les moins de 80 000 restants bénéfi-

cieront de plus de 6 000 DA. En d'autres termes, environ 1,5 million de pensionnés ne sortiront pas du seuil de la misère, en dépit de la forte médiatisation de ces mesures. Les montants ainsi reçus ne serviront pas d'assiette de calcul pour l'actualisation réglementaire du mois de mai 2012. Donc, s'ils gagnent d'un côté, ils risquent de perdre de l'autre.

## Feuille de route de la FNTR pour 2012

Cependant, et pour être plus clair, les membres du secrétariat fédéral de la FNTR déclarent

que ces mesures sont les bienvenues mais relèvent avec regret leur insuffisance pour couvrir les besoins imposés par la cherté de la vie. A cet effet, ils interpellent le gouvernement et l'APN pour la révision de la loi 83-12 relative à la retraite et notamment son article 15 concernant le droit acquis du minimum à 100% pour l'absurdité des deux «SNMG», un pour les travailleurs en activité et un autre pour les retraités. Ensuite, ils insistent pour le lien de l'actualisation à chaque relèvement du SNMG. Ils demandent à la

CNR de prévoir une revalorisation de 10% pour 2012 afin de compléter les mesures décidées par le président de République.

Ils insistent aussi pour rappeler aux membres du conseil d'administration de la CNR de dégeler la majoration pour conjoint à charge, figée à 1 731 DA depuis 1994. Ils réitèrent leurs vives inquiétudes quant au retard mis pour l'annulation pure et simple des dispositions de l'ordonnance 97-13, relative à la retraite proportionnelle et demandent aux pouvoirs publics de trouver des solutions adéquates à cette catégorie de retraités dont le financement pénalise lourdement la CNR. Cette dernière aurait déboursé depuis 1997 plus de 500 milliards de DA pour cette frange. Le secrétariat fédéral de la FNTR incite les responsables à tout mettre en œuvre afin de rechercher d'autres sources de financement qui garantiront la pérennité de la protection sociale, et lutter sans merci contre la fraude dans les déclarations d'emplois et le travail au noir. On aura compris finalement que la feuille de route de la FNTR pour 2012 est toute tracée pour ne plus laisser les retraités en marge de la société.

Reghis Rabah, consultant

## Courrier des lecteurs

### Un labo pharmaceutique défend ses médicaments...

Je viens de lire votre article dans le «Soir retraite» du 19 décembre 2011, où vous avez mentionné : «Il ajoute qu'un traitement anti-diabète de la famille des glitazones, le Glucophage en l'occurrence, interdit dans plusieurs pays depuis juillet dernier à cause de ses effets secondaires, ne sera plus remboursé à partir du 31 décembre prochain.» J'attire votre attention que la glitazone en question s'appelle Pioglitazone et non pas Glucophage (DCI : metformine) qui est une molécule de la famille des biguanides, indiquée en 1<sup>re</sup> intention dans le traitement du diabète de type 2.

Mes respectueuses salutations.

Gari Mohand Saïd,  
Public affairs, Novo Nordisk A/S

### ...Et un médecin veut rassurer les diabétiques

Veuillez apporter cette rectification à propos d'une erreur qui s'est glissée dans votre article publié le 13 décembre 2011 qui traite de la revalorisation des prestations des médecins exerçant à titre privé. Il m'a été donné de lire : «Il a ajouté qu'un traitement anti-diabétique de la famille des glitazones, le Glucophage en l'occurrence, interdit dans plusieurs pays...» ; il s'agit en fait du Médiateur et non pas du Glucophage qui est de la famille des biguanides prescrit à ce jour (deuxième prescription au monde)

et reste le traitement de première intention chez les diabétiques type 2.

Veuillez publier cette mise au point afin de rassurer les milliers de diabétiques auxquels ce traitement rend beaucoup de services.

D<sup>r</sup> A. Aliane, néphrologue, EPSP Azeffoun  
(wilaya de Tizi Ouzou)

**RÉPONSE :** Comme il est clairement mentionné dans l'article en question, les propos reproduits sont du directeur général de la sécurité sociale auprès du ministre du Travail, et n'engagent donc que leur auteur.

### Droits des fils de chahid...

Merci de bien vouloir m'envoyer l'étude complète et les références sur les droits des fils de chahid que vous avez publiées dans la rubrique «Soir Retraite». Encore une fois merci pour tout le magnifique travail que vous faites.

Cherif Addala

**RÉPONSE :** Nous vous l'envoyons via Internet.

### ...Mais pas pour les fils de moudjahidine

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir mettre à ma disposition l'étude et/ou références sur les droits des enfants (fils et filles) de moudjahidine. Dans l'attente d'une réponse à ma demande, veuillez agréer à l'expression de ma profonde sympathie.

M<sup>lle</sup> M. Saïdi

**RÉPONSE :** Cette étude ne concerne que les fils de chahid. La loi n'a rien prévu pour les fils de moudjahidine.

### Toute activité salariée est concernée par les cotisations sociales ?

Je voudrais s'il vous plaît quelques renseignements. Je suis né le 08/05/1951. Je suis parti en retraite proportionnelle le 31/01/2002 de GTP Sonatrach, soit à 50 ans et 8 mois. Cette même entreprise fait appel à moi le 08/08/2004 pour des contrats pluriannuels jusqu'au 19/9/2011 à 60 ans et 4 mois, soit pendant sept années où j'ai cotisé les 9% (retraite, pré-retraite et autres). Lors de ces 7 ans de contrats, j'ai demandé à plusieurs reprises à l'entreprise le remboursement de cette cotisation retenue à tort, en vain. Le renseignement que je demande est : ai-je droit à une révision de ma pension de retraite ? Ai-je droit à un remboursement de la part de l'entreprise ?

Kamel Daalache, Project Manager

**RÉPONSE :** Les lois sur la Sécurité sociale sont claires : toute activité salariée est concernée par les cotisations sociales, même après une reprise de travail pendant la retraite. Les mêmes lois précisent par ailleurs que les retraites proportionnelles et sans condition d'âge sont réputées définitives et donc non révisables. L'entreprise n'a pas à vous rembourser.